

fois, et les résultats n'ont pas toujours été des plus heureux. Cette fois-ci, on nous promet que les résultats seront meilleurs. Il y a, au point de vue économique, de la coopération, il y a une aide mutuelle à établir entre les nations qui font partie du Commonwealth britannique; il y a aussi cette association de nations qui peuvent, ensemble, transiger avec les pays qui ne font pas partie du Commonwealth.

Toutes ces questions, j'en ai la certitude, ont été traitées lors de la conférence à laquelle a participé le très honorable premier ministre canadien.

En ce qui concerne le Canada, je n'ai pas de doute qu'il en a été question. Nous ne sommes pas placés comme les autres pays du Commonwealth; nous demandons que les pays du Commonwealth s'encouragent mutuellement à régler leurs problèmes économiques par des exportations et des importations entre eux.

Mais le Canada est situé, géographiquement, économiquement et politiquement parlant, d'une façon qui lui est propre. Nous faisons partie de l'Amérique du Nord; nos débouchés économiques ne sont pas tant chez les nations du Commonwealth que chez celles qui sont en dehors du Commonwealth. Nos plus grands débouchés sont chez nos voisins du sud, les États-Unis; d'autres nous sont accessibles en Amérique du Sud, d'autres en Europe. Nous ne faisons pas tellement affaires au sein du Commonwealth. Seulement, il serait souhaitable que tous les pays du Commonwealth—et je le répète, je ne doute pas que le très honorable premier ministre en ait fait mention à Londres—se tournent un peu vers le Canada et voient les possibilités immenses qu'il offre de renforcer cette association des nations du Commonwealth, d'aider à se créer de nouveaux débouchés à l'intérieur même du Commonwealth.

Monsieur l'Orateur, cette conférence des premiers ministres du Commonwealth, je l'espère, aura des résultats heureux qui permettront non seulement à une nation, le Canada, mais à toutes les nations d'améliorer leurs conditions économiques, politiques et, en même temps, d'améliorer les conditions qui persistent dans les pays qui sont en dehors de notre association.

Comme le disait le chef du Nouveau parti démocratique, il y a des pays qui ont besoin de notre assistance technique, de nos conseils, de nos suggestions et de notre aide. Les nations du Commonwealth peuvent aider techniquement ces pays sous-développés en leur versant des subventions, en leur fournissant une aide financière et physique, ainsi que morale, afin que les populations de ces pays cessent de s'entretuer, comme cela se fait dans

le moment, et afin que cesse enfin cette haine des hommes envers d'autres hommes, parce que tous les hommes de la terre, quels qu'ils soient, de quelque couleur qu'ils soient, quelle que soit leur religion, sont quand même des créatures de Dieu qui ont droit à la vie et à s'épanouir librement comme toute personne humaine a le droit et est libre de le faire.

Je suis convaincu que les pays du Commonwealth, à l'unisson, sont capables de donner l'exemple au monde entier pour favoriser une paix juste et durable en vue de créer un climat national et international qui puissent permettre à la personne humaine de s'épanouir le plus librement, le plus naturellement et le plus normalement possible.

(Traduction)

QUESTIONS OUVRIÈRES

QUÉBEC—EMBAUCHE DES CHÔMEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L.-J. Pigeon (Joliette-L'Assomption-Montcalm): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre du Travail. Il ressort du numéro de juin de la publication du Bureau fédéral de la statistique intitulée «La population active» que le nombre de chômeurs s'élevait à 105,000 dans le Québec, soit exactement le même nombre qu'en juin 1962. Qu'en est-il des programmes audacieux et dynamiques, ou serait-ce que le Québec en est exclu?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, le ministre du Travail n'est pas ici pour le moment, croyant sans doute que le rapport de la conférence du Commonwealth durerait plus longtemps. Toutefois, je puis dire en son nom que l'amélioration considérable dans la situation du chômage répond à la question de mon honorable ami.

M. Pigeon: Qu'entendez-vous faire pour redresser la situation? Quels sont vos projets?

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

CHYPRE—DEMANDE DE DÉCLARATION SUR LA SITUATION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au premier ministre, mais comme il est absent, je vais la poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le premier ministre est maintenant revenu, mais nous continuons d'entendre des rumeurs troublantes en ce qui touche l'accumulation d'armes à Chypre. Ce matin encore, nous apprenions que les Cyprotes grecs montaient des pièces d'artille-